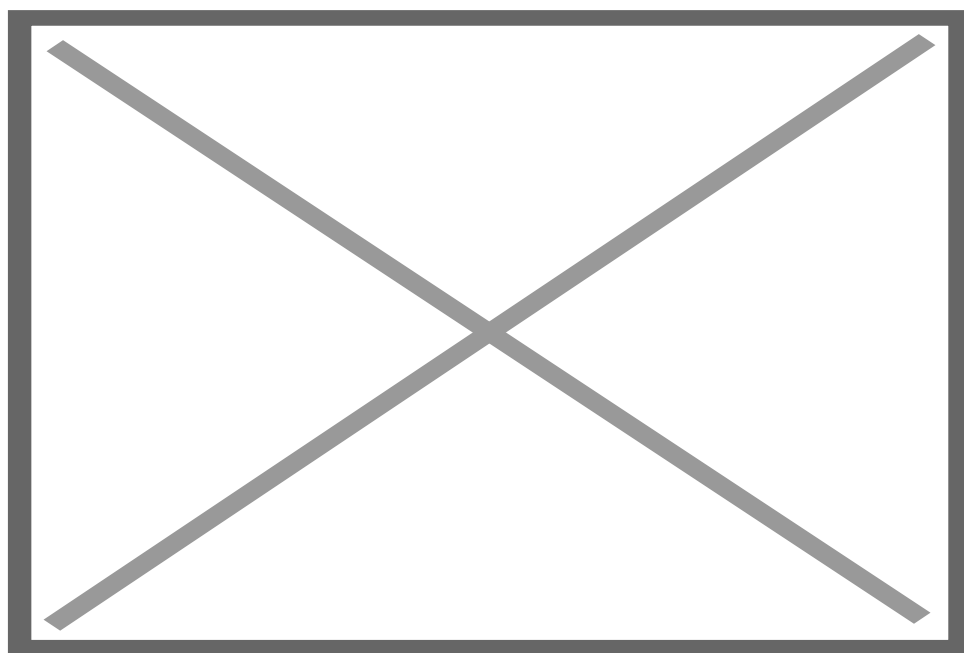


Rapport: 7000 Palestiniens d'©tenus dans les prisons isra©liennes

Description

Journalistes, scientifiques, militants des droits humains et mªme un clown font partie des Palestiniens retenus dans les prisons isra©liennes.

Par Yael Marom- 10 janvier 2017



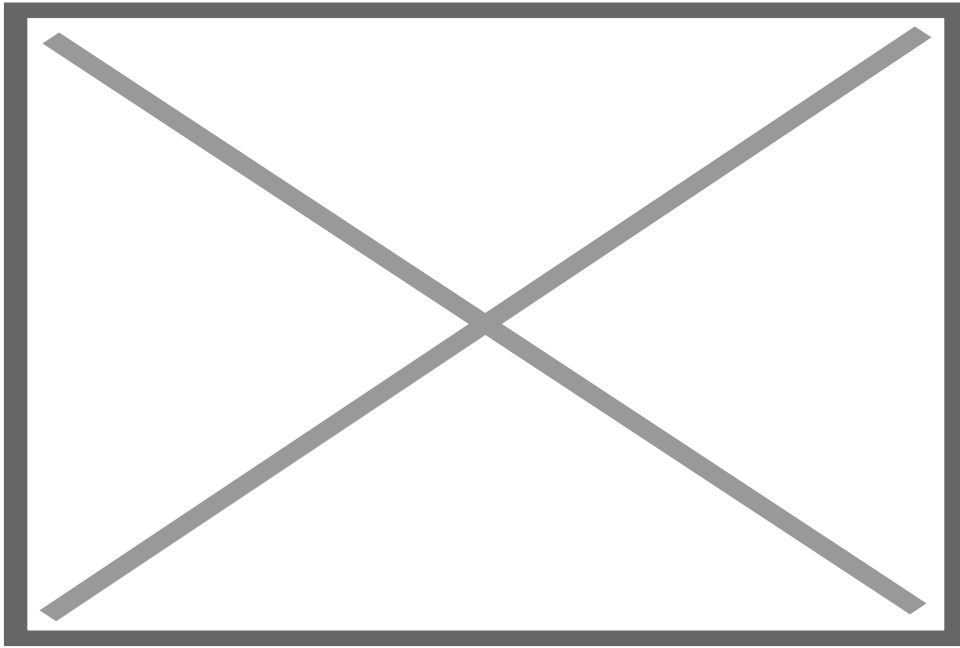
Un garªson palestinien tient une photo montrant des prisonniers de son village, lors de la manifestation hebdomadaire de Kafr Qaddum, un village de Cisjordanie ª lªEst de Qalqiliya, le 19 D©cembre 2014. (Source: Activestills)

La grande majorit© des Isra©liens ne sªintªresse pas aux statistiques concernant les prisonniers palestiniens. Aprªs tout, pour eux, les Palestiniens ne sont pas des ªtres humains mais des ªterroristes,ª et en tant que tels il est sªrement prªfªrable que le plus possible dªentre eux soient sous les barreaux. Mais pour les milliers de prisonniers palestiniens d'©tenus dans les geªles isra©liennes, ils sont sujets ª un systªme dªoccupation et dªoppression qui poursuit, menace et emprisonne quotidiennement. Journalistes, scientifiques, militants des droits humains et mªme un clown font partie des prisonniers.

Depuis le d©but de lªoccupation en 1967, le systªme juridique militaire isra©lien a emprisonn© entre un demi-million et 800 000 Palestiniens, selon des estimations. Ces chiffres sont presque inconcevables. On dit quªil nªexiste pas une famille palestinienne sans un de ses membres en prison. Le taux de condamnation de Palestiniens arrªt©s et jug©s dans ce systªme est dªenviron 99%. Ce qui signifie que si vous ªtes Palestinien et que vous vous faites arrªter, il vaut mieux plaider coupable car vous nªavez quasiment aucune

chance d'être déclaré innocent.

Des millions de personnes vivant dans les Territoires occupés voient leurs droits humains bafoués et sont sujets à une violence quotidienne, à une surveillance permanente, à un contrôle financier, à des restrictions de mouvement et de construction, et j'en passe. De plus, chaque Palestinien sait que le risque d'aller en prison plane en permanence au-dessus de lui, et qu'Israël peut l'arrêter et le détenu sans procès pour une durée indéterminée, prouvant des informations confidentielles. Ces arrestations de masse sont un rouage central du mécanisme qui permet à Israël de garder la mainmise sur les Territoires occupés.



Des journalistes et militants palestiniens manifestent devant les bureaux de la Croix Rouge dans la ville de Naplouse, contre la détention administrative par Israël du journaliste palestinien Amin Abu Wardeh, Naplouse, Cisjordanie, 21 Avril 2015. Amin était parmi les 27 civils palestiniens arrêtés par les forces israéliennes le 15 Avril 2015 à l'aube. (Ahmad al-Bazz / Activestills.org)

Israël a arrêté 6 440 Palestiniens en 2016, parmi eux 1 332 enfants, dont des filles, et 164 femmes, selon un récent rapport publié par le Club des Prisonniers Palestiniens, le groupe des droits des prisonniers palestiniens Addameer et Al-Mezan Center for Human Rights. Les Palestiniens de Jérusalem Est, nombre d'entre eux étant résidents israéliens, ont été particulièrement ciblés par ces arrestations : 2 029 ont été arrêtés en 2016, 37% desquels étaient mineurs.

Selon le rapport, le nombre de Palestiniens dans les prisons israéliennes à la fin 2016 approchait les 7 000, dont 42 femmes ; 300 d'entre eux sont des enfants, dont 11 filles.

Parmi les arrêtés, se trouvent aussi ceux en détention administrative, une pratique israélienne : l'année passée, 1 742 ordres de détention sans procès ont été émis contre des Palestiniens. A la fin 2016, Israël détenait environ 700 détenus administratifs palestiniens, selon le rapport à environ 10% du nombre total de prisonniers palestiniens. Ce qui était censé servir seulement en cas d'urgence est presque devenu une routine.

Il est important de noter que des prisonniers sont en détention administrative depuis des mois, ou même des années, sans savoir de quoi ils sont suspectés ou sans avoir l'opportunité de se défendre. Ils ont été emprisonnés après qu'un membre de l'appareil de sécurité israélien ait réussi à persuader la cour qu'ils avaient des preuves, qui néanmoins devaient rester confidentielles. Et la cour est facile à persuader. A chaque fois quelqu'un peut être envoyé en prison jusqu'à 6 mois en détention administrative mais il n'y a pas de limite quant au nombre de fois que cet ordre peut être renouvelé, sans avoir besoin d'aller au tribunal.

Sur les 22 journalistes palestiniens actuellement en prison, 9 sont en détention administrative. Parmi eux, Omar Nazzal, un membre de la Guilde des Journalistes Palestiniens, arrêté au Pont Allenby, fin Avril l'année dernière. Il était en chemin pour une rencontre de la Fédération Européenne des Journalistes à Sarajevo.

Quelques jours après l'arrestation de Nazzal, le procureur militaire réalisa qu'il n'y avait pas assez de preuves pour lui faire un procès, il a alors été placé en détention administrative sur la base d'informations confidentielles. Dans une interview avec The Seventh Eye, l'avocat de Nazzal déclare qu'il a été arrêté pour le simple fait d'être journaliste. Il a aussi exprimé une suspicion de coordination entre Israéliens et Palestiniens dans l'arrestation de Nazzal, expliquant que ses articles posaient problèmes aux deux parties.

Yael Marom est le responsable de l'intéressement du public de Just Vision en Israël et correspondant en chef de Local Call, où cet article fut publié à l'origine en hébreu.

Traduction : Laurianne G. pour l'Agence Média Palestine

Source: [+ 972](#)

date créée
2017/01/17